

Graham P. CHAPMAN, 2009, *The Geopolitics of South Asia. From Early Empire to Nuclear Age*, Burlington, VT ,Ashgate, 362 p.

Nathalène Reynolds

Volume 42, Number 2, June 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1005838ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1005838ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Reynolds, N. (2011). Review of [Graham P. CHAPMAN, 2009, *The Geopolitics of South Asia. From Early Empire to Nuclear Age*, Burlington, VT ,Ashgate, 362 p.] *Études internationales*, 42(2), 245–247. <https://doi.org/10.7202/1005838ar>

à une connaissance approfondie du domaine. Il est vivement conseillé aux politologues, aux spécialistes de l'Afrique, de même qu'aux chercheurs et étudiants de Relations internationales, notamment dans le domaine de la sécurité et la défense.

Laura SALICH DI FRANCESCA

CRiSPO et GRAPAX
Facultés universitaires Saint-Louis
Bruxelles

ASIE

The Geopolitics of South Asia. From Early Empire to Nuclear Age

Graham P. CHAPMAN, 2009,
Burlington, VT, Ashgate, 362 p.

L'ouvrage de Graham P. Chapman est ambitieux : il traite – en quelque 360 pages – de la géopolitique de l'Asie du Sud, de l'empire maurya (321-185 av. J.-C.) aux conflits qui opposent aujourd'hui les États indien, pakistanais et bangladais. L'auteur offre aux jeunes étudiants entamant l'étude du sous-continent indien un manuel utile qu'il leur faudra cependant manier avec précaution. Comme le note Chapman dans les premières pages de son étude, l'exercice ainsi tenté ne peut que tendre vers l'aboutissement, d'autant qu'il vise également à l'exhaustivité. Ainsi la deuxième édition (2003) d'un ouvrage publié pour la première fois en 2000 a-t-elle été enrichie par l'examen des problématiques de la *North-West Frontier Province (NWFP)* pakistanaise – laquelle porte désormais le nom de Khyber Pakhtunkhwa – et de l'Afghanistan. Quant à la troisième édition (2009), qui fait ici l'objet d'une recension, elle comporte un chapitre consacré aux frontières du Nord-Est indien.

De surcroît, le lecteur est invité de manière récurrente à des parallèles historiques qui touchent le plus souvent à ce que l'on qualifie communément, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'Occident. Chapman met implicitement son audience originaire de cette zone géographique en garde contre les errements auxquels nombre de médias l'ont, depuis les drames du 11 septembre 2001, accoutumée. Il la rappelle à une nécessaire dynamique qui rythme toute approche géopolitique ; cette dernière revêt une vocation pluridisciplinaire, puisqu'elle naît de l'exploration d'une multitude de champs d'études.

The Geopolitics of South Asia comprend quatre parties, tandis que de nombreuses cartes appuient le récit. La première partie, qui se veut introductive, plante en quelque sorte les décors géographique et historique ; son troisième et dernier chapitre évoque l'arrivée de l'islam dans le sous-continent indien. La deuxième partie de l'ouvrage se penche sur ce que l'on nomme communément le *British Raj* (l'Empire britannique) dont la naissance découla de circonstances particulières : cherchant à recouvrer l'énorme dette de la Compagnie des Indes, le Royaume-Uni fut, selon la lecture que Chapman retient, confronté à la nécessité d'une expansion afin de prévenir les menaces qui pesaient sur ce que les puissances coloniales nommaient communément leurs possessions. Dès 1818, les frontières du futur empire étaient presque dessinées, du Bengale (à l'exclusion de l'Assam et des États du Nord-Est tels qu'ils existent aujourd'hui) au fleuve de Sutlej dans le sud-est du Pendjab et au désert du Thar à l'est de l'Indus.

Au lendemain de la Grande Mutinerie de 1857, la Compagnie des Indes fut dissoute. Le pouvoir britannique envisageait déjà ce que Graham P. Chapman nomme une « nouvelle géographie de l'Inde » : la maîtrise du territoire, notamment grâce à la construction d'un réseau ferroviaire et la gestion des ressources hydrauliques, autorisa la mise en œuvre d'une « nouvelle économie » qui avait pour objectif premier de répondre aux exigences de la puissance coloniale.

Sans doute nombre d'historiens du sous-continent s'élèveront-ils à l'encontre d'analyses que retient Chapman. Ainsi l'*intrusion* de l'islam est-elle aujourd'hui d'autant plus sujette à controverse qu'elle constitue l'un des thèmes privilégiés du nationalisme hindou militant. La Grande Mutinerie est souvent qualifiée de première guerre d'indépendance indienne, une thèse à laquelle l'auteur n'adhère pas. Quant à la voie constitutionnelle que les Indes britanniques, sous la conduite de Londres, empruntèrent, elle fait l'objet d'appréciations divergentes.

La troisième partie de l'ouvrage est sans doute celle qui peut susciter les passions les plus vives. Son premier chapitre (le chapitre 8) revêt un titre significatif : celui de *Divide and Quit*. Chapman rend sans doute un hommage hâtif à l'artisan ultime de la partition, lord Louis Mountbatten. Par ailleurs, il estime que Mohammed Ali Jinnah, alors que le sous-continent était la proie d'un alarmant communalisme (*communalism* désigne les affrontements sanglants qui opposèrent et opposent parfois encore les communautés hindoue, musulmane et plus rarement sikhe), fut placé en position d'arbitre incontournable qui refusait toute autre solution que la création

d'un *Pak-i-stan* (pays des purs). En tout état de cause, Chapman s'en tient à l'historiographie occidentale, lorsqu'il affirme que les élites indiennes et pakistanaises disposaient de nouveaux outils qui les autorisaient à la mise en place de gouvernements représentatifs. La difficile gestion de l'héritage né d'un partage peut-être bâclé témoigna de la difficulté d'un tel pari, d'autant que les deux États cherchèrent rapidement à faire taire, en leur sein, toute voix sécessionniste. Leur tâche était d'autant plus délicate qu'ils affichaient également des ambitions régionales. Aujourd'hui le Pakistan et le Bangladesh (né du conflit de 1971) déplorent davantage encore l'hégémonie indienne, alors que des ressources telles que l'eau deviennent bien plus précieuses.

En guise de quatrième partie, Chapman propose un ultime chapitre qui remplace toute conclusion formelle. Il nous rappelle des données importantes à la compréhension de l'expression des puissances indienne et pakistanaise. L'exercice auquel il s'est livré au cours de cet ouvrage est, en tout état de cause, courageux, puisqu'il a pris le risque de provoquer l'ire des spécialistes de telle ou telle zone, voire d'un événement particulier. Néanmoins, ceux-ci souligneront parfois avec justesse que Chapman ne peut procéder à une analyse qui fait autorité, car il dispose de données insuffisantes ou partiales. Peut-être faut-il aussi se demander si des chercheurs originaires de l'Asie du Sud n'auraient pas pu se risquer à l'écriture d'une telle étude. Craindraient-ils, comme l'affirme Chapman, la censure de leur pays d'origine ou la désapprobation qu'ils y susciteraient ? C'est là oublier les universitaires, en particulier pakistanais et bangladais, qui bravent des interdits

bien pesants, prenant également le chemin d'un *cursus honorum* à l'étranger.

Nathalène REYNOLDS

*Centre d'études asiatiques de Genève
et Sustainable Development Policy Institute
Islamabad*

CANADA

International Policy and Politics in Canada

*Kim Richard NOSSAL, Stéphane
ROUSSEL et Stéphane PAQUIN, 2011,
Toronto, Pearson Canada, 358 p.*

L'ouvrage recensé offre une analyse détaillée du contexte, des acteurs principaux et des grandes lignes de la politique étrangère canadienne en s'appuyant sur des explications descriptives de concepts de base comme la politique étrangère, la puissance, l'alliance, etc. Fidèle à la structure originale de la première version rédigée par Kim Richard Nossal en 1985, cet ouvrage sera d'une grande utilité surtout pour les étudiants qui s'intéressent à la politique étrangère canadienne. Cette cinquième édition mise à jour et améliorée de l'ouvrage en anglais par Nossal et ses coauteurs francophones Roussel et Paquin fait suite à deux rééditions anglaises et à une mise à jour en français sous le nom de *Politique internationale et défense au Canada et au Québec* (2007).

Les auteurs tentent de répondre aux multiples questions autour de trois niveaux d'analyse majeurs (international, national et gouvernemental) : Qu'est-ce que la politique étrangère et qu'est-ce qui détermine la politique étrangère d'un pays sur la scène internationale ? De quelle façon se produisent les décisions de politique étrangère ? Comment les environnements externe et interne

affectent-ils les acteurs et les processus de la politique étrangère canadienne ? Comment peut-on observer la politique étrangère canadienne, et ce, à travers les changements internationaux contemporains tels que la fin de la guerre froide et les attentats du 11 septembre 2001 ?

Tout d'abord, il s'agit d'un ouvrage qui ne construit pas un cadre théorique de politique étrangère. L'État demeure au centre de l'analyse, les auteurs présentent un plan théorique qui englobe également les variables identitaires et culturelles. En d'autres termes, il en ressort que c'est une perspective d'analyse de la politique étrangère qui synthétise le poids de l'environnement international, le rôle de la société civile, l'impact de l'histoire et les idées dominantes en tant que principaux éléments du processus de prise de décision.

Le livre est divisé en deux grandes parties dont la première explore le contexte et les déterminants internes (démographie, économie, régime politique, culture) et externes (géographie, puissance des États voisins) de la politique étrangère canadienne. D'un côté, les auteurs se penchent sur les images du Canada comme « puissance moyenne », « satellite des États-Unis » ou « puissance majeure » en se basant sur la position internationale du Canada. D'un autre côté, ils mettent en valeur les quatre systèmes d'idées qui coexistent et structurent le paysage politique canadien : l'impérialisme, l'isolationnisme, l'internationalisme et le continentalisme. Les auteurs indiquent notamment les rapports du Canada avec son partenaire privilégié, le Royaume-Uni, puis avec les États-Unis.

La deuxième partie analyse d'une manière historique la dynamique de